

Harry S. Truman, Mémoires

Légende: Dans ses Mémoires, l'ancien président américain Harry S. Truman se souvient des conséquences du blocus soviétique des secteurs occidentaux de Berlin en juin 1948 et décrit le pont aérien mis en place par les Alliés occidentaux pour ravitailler Berlin-Ouest.

Source: TRUMAN, Harry S. Mémoires. Volume II: Années d'épreuve et d'espérance. Paris: Plon, 1956. 358 p. p. 143-149; 156-158.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/harry_s_truman_memoires-fr-b726daf3-7e08-4875-8ece-db4b3c9769b3.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Harry S. Truman, *Mémoires*

[...]

La Russie se trouva prise au dépourvu par le plan Marshall et ne fut pas longue à comprendre que du jour où il commencerait à fonctionner, l'occasion pour elle de communiser l'Europe occidentale en exploitant sa misère économique serait passée. Incapable d'empêcher les alliés de coopérer au relèvement du vieux continent, Moscou s'efforça de riposter par des manœuvres. La première consistait à mettre sur pied une contrepartie du plan Marshall, sous les auspices de l'U.R.S.S. et au bénéfice de ses satellites, ce qui aurait pour effet d'interrompre le trafic commercial encore minime qui avait repris entre l'est et l'ouest du continent et de retarder la reprise normale des relations économiques si indispensables à ces pays d'Europe.

La seconde manœuvre, qui ressemblait plus encore à une provocation, fut d'orchestrer à Berlin un incident militaire destiné à éprouver notre fermeté et notre patience. Les forces britanniques, françaises et américaines se trouvaient cantonnées tout contre celles des Russes dans l'ancienne capitale allemande, puisque chaque pays occupait une zone séparée dans la ville qui était entièrement entourée d'un territoire allemand tenu par les Russes et tous les mouvements des trois puissances occidentales étaient canalisés dans un corridor étroit, contrôlé par les Russes. Aux termes de l'accord conclu entre Roosevelt, Churchill et Staline, l'organisme militaire qui gouvernait l'Allemagne devait être dirigé conjointement de Berlin.

[...]

Quant aux Russes, ils semblaient résolus à traiter leur zone comme un territoire conquis par eux. Ils avaient coupé tous les contacts entre les régions qu'ils occupaient et celle que tenaient les Américains, les Britanniques et les Français, ce qui fait que les représentants des trois gouvernements dans la partie occidentale de l'Allemagne n'avaient plus beaucoup le choix pour les mesures à prendre. Comme il fallait parvenir à rétablir dans une certaine mesure une activité économique normale, un système bizonal fut mis sur pied qui couvrait les besoins des régions occupées par les Britanniques et les Américains ; par la suite, les Français s'y joignirent.

[...]

Le 30 mai, le gouverneur militaire adjoint de l'Union soviétique, le général Dratvine, fit savoir à notre gouvernement militaire à Berlin que pendant deux jours, à dater du 1^{er} avril, les Russes vérifieraient l'identité de tous les membres des forces armées américaines qui traverseraient leur zone et inspecteraient toutes les marchandises expédiées par voie ferrée, ainsi que les bagages, sauf ceux qui étaient strictement personnels.

Nos chefs rejetèrent ces conditions, faisant remarquer que l'on nous avait garanti le libre accès à Berlin au moment où nos troupes avaient quitté la Saxe et la Thuringe pour se replier dans leurs zones. Les Russes prétendirent qu'aucun accord de ce genre n'avait jamais été conclu et déclarèrent qu'ils avaient parfaitement le droit de contrôler tout le trafic passant par leur zone. Ils se mirent à arrêter nos trains à la ligne de démarcation et à les faire retourner lorsque leurs responsables refusaient, comme l'ordre leur en avait été donné, de se soumettre à l'inspection. Par ce procédé, du 1^{er} avril au 1^{er} juillet, les Soviets coupèrent toutes les communications par route, rail et eau entre Berlin et l'extérieur, donnant pour prétexte de leur attitude « des difficultés techniques ».

La véritable nature de ces « difficultés » ne tarda pas à apparaître. Le 18 juin, les Britanniques, les Français et les Américains annoncèrent que les trois zones occidentales allaient immédiatement adopter un nouveau type de devises. Les Soviets qui avaient fait usage de la planche à billets au début de l'occupation, étaient parvenus à inonder la zone occidentale de devises imprimées dans la leur, aggravant ainsi délibérément l'inflation qui menaçait de paralyser tous les efforts de l'Allemagne pour se relever. Nous avions changé les planches en temps voulu, mais l'U.R.S.S. continuait à manipuler le mark oriental, aussi notre réforme monétaire était-elle destinée à donner au pays une monnaie stable dont il pût faire usage dans les régions de l'ouest. Et bien entendu cette monnaie solide n'avait pas tardé à être l'objet de la préférence de tous les Allemands. Les Soviets étaient hostiles à notre réforme parce qu'elle exposait au grand jour la faiblesse de

leur propre monnaie et cette affaire devint l'une des principales pommes de discorde pendant les discussions sur le blocus de Berlin. L'importance que les Soviétiques attachaient à notre décision ne tarda pas à paraître au grand jour : en effet, ils proposèrent de rouvrir les voies d'accès à la ville si les puissances occidentales annulaient le changement de devises.

Le but des Russes était évidemment de nous chasser de Berlin. Au début, ils prétendirent que nous n'avions jamais eu légalement le droit d'y être, puis, par la suite, que nous avions eu en effet ce droit, mais que nous l'avions perdu.

[...]

L'enjeu des discussions à Berlin, ce n'était pas nos droits légaux, bien qu'au point de vue des lois internationales, notre position eût été parfaitement inattaquable, mais l'issue d'une lutte pour l'Allemagne et même, dans un sens plus large, pour l'Europe. Prise au dépourvu par l'annonce du plan Marshall, l'U.R.S.S. essayait de tromper les peuples d'Europe, de leur faire croire que notre appui ne s'étendrait pas au-delà du domaine économique et que nous nous refuserions à courir les moindres risques militaires.

J'exposai la situation au conseil de cabinet du 25 juin. Le secrétaire à l'armée de Terre, Kenneth Royall, qui gardait en permanence le contact avec le général Clay en Allemagne, signala que les événements prenaient un tour inquiétant et je lui demandai alors d'interroger le général Clay pour savoir si la situation était assez grave pour justifier l'évacuation des familles de notre personnel à Berlin. Clay répondit qu'il n'était pas partisan de cette décision, en raison des effets psychologiques qu'elle pourrait avoir, mais il dut prendre des mesures d'urgence pour faire arriver par avion les denrées essentielles, puisque désormais les Russes faisaient le blocus intégral de la ville, par terre et par eau.

Le 26 juin, le lendemain du jour où j'avais discuté de la crise de Berlin avec le cabinet, j'ordonnai que ce « pont aérien » fût organisé sur une vaste échelle et que tous les avions à la disposition de nos forces aériennes en Europe fussent réquisitionnés pour l'assurer. De cette façon, nous espérions pouvoir être en mesure de ravitailler la ville jusqu'à ce que les négociateurs fussent sortis de l'impasse diplomatique.

Il était visible que les Russes étaient résolus à nous faire partir de Berlin. Ils venaient de subir des échecs en Italie, en France et en Finlande ; leur satellite le plus puissant, la Yougoslavie, prenait soudain goût à l'indépendance et le programme d'aide à l'Europe commençait à porter ses fruits. Le blocus était la contre-attaque du communisme international et le Kremlin avait bien choisi son objectif. Berlin, la vieille capitale qui était et qui est encore un symbole pour les Allemands, constituait peut-être le point le plus sensible de l'Europe. Si nous ne parvenions pas à y maintenir notre position, le communisme s'en trouverait redoutablement renforcé dans l'opinion publique allemande. Or notre position dans la capitale était précaire et si nous voulions nous y accrocher, il fallait faire montre de notre force, malgré le risque toujours présent d'une réaction russe qui eût conduit à la guerre. Il nous fallait tenir compte de la possibilité que la Russie eût délibérément choisi de faire de Berlin le prétexte d'un conflit, mais un danger beaucoup plus immédiat était le risque de voir un pilote russe trop prompt à appuyer sur la détente, ou un commandant de chars soviétique quelque peu échauffé, créer un incident qui mettrait le feu aux poudres.

Le général Clay vint à la Maison Blanche, le 23 juillet 1948, pour assister à la réunion du conseil national de sécurité qui avait lieu ce jour-là et je lui demandai de nous faire son rapport sur la situation en Allemagne.

Voici en substance ce qu'il nous dit : l'abandon de Berlin aurait un effet désastreux sur nos plans pour l'Allemagne occidentale et il ralentirait également le redressement européen dont le succès était lié à un accroissement de la production, surtout en provenance de cette région. Dans leur ensemble, les Allemands envisageaient avec plus de crainte que les alliés la possibilité de nous voir quitter leur ancienne capitale. Nous devons être prêts, certes, à faire l'impossible pour trouver une solution pacifique au problème, mais il fallait que nous restions à Berlin.

Il ajouta que l'attitude des Allemands était presque incroyable à certains égards. Les chefs de partis qui composaient le conseil municipal de la ville siégeant en zone soviétique, avaient catégoriquement refusé

d'accepter le contrôle russe et la population de la capitale était résolue à ne pas faiblir, même s'il lui fallait pour cela subir de nouvelles souffrances.

Il indiqua que les transports du pont aérien avaient atteint une moyenne de 2 400 à 2 500 tonnes par jour, ce qui était plus que suffisant pour assurer le ravitaillement, mais ne permettait pas d'effectuer des distributions de charbon convenables. Le minimum nécessaire pour assurer la vie de Berlin, sans infliger des épreuves extrêmement dures à ses habitants était estimé à 4 500 tonnes par jour. Pour l'été, 3 500 pourraient suffire, mais un tonnage supplémentaire était indispensable pendant les mois d'hiver.

A cette époque, le fonctionnement du pont aérien était assuré par 52 C-54 et 80 C-47. Chacun des appareils faisant deux aller-retour par jour, c'étaient plus de 250 atterrissages qui avaient lieu sur les terrains dont nous disposions. Un apport complémentaire de 75 C-47 nous eût permis de transporter 3 500 tonnes par jour.

[...]

Les choses en étaient là, lorsque 1948 prit fin pour céder la place à 1949. Nous avons vigoureusement repoussé la tentative des Russes qui avaient voulu nous évincer de l'ancienne capitale du Reich par la force et plus le trafic du pont aérien se prolongeait, plus son efficacité technique s'accroissait et plus le peuple allemand se tournait vers l'Ouest pour se renforcer dans sa résolution de demeurer libre. Berlin était devenu le symbole du dévouement de l'Amérique – et de l'Ouest – à la cause de la liberté.

[...]

L'éclat de sa réussite devait être comme le fanal de l'espérance pour les peuples d'Europe.

Lorsque nous avons refusé de nous laisser évincer de Berlin, nous avons prouvé à ces peuples qu'avec leur collaboration nous étions résolus à agir et à agir énergiquement, dans le cas où leurs libertés seraient menacées. Au point de vue politique, cette action a rapproché encore de nous les populations de l'Europe occidentale.

Le blocus de Berlin était une manœuvre pour mettre à l'épreuve nos possibilités et notre volonté de résistance. Il faisait partie, de même que les tentatives d'avertissement risquées contre la Grèce et la Turquie auparavant, d'un plan soviétique pour sonder les positions des alliés occidentaux tout autour du périmètre de l'U.R.S.S. et découvrir leurs points faibles.

[...]